

Both the left and the far right make advances in Swedish elections

The Swedish left advances in the elections but as a whole Parliament swings more to the right.

The Swedish elections last Sunday turned out to be an extremely even affair, giving the two blocs of traditional political forces, the four party strong right wing group, "the Alliance" and the social democratic and Green government and its supporting force, the Left Party, almost exactly the same number of seats.

Jonas Sjöstedt, leader of Vänsterpartiet (the Left Party), declared on election night that the elections represented a great success for the left. He explained that it was only due to the increased votes of the left that the Swedish progressives have the remotest chance of staying in power, since both the social democrats and the Greens took heavy tolls. For a while it even looked as if the Greens would not make it over the 4% barrier that is necessary to get any seats at all. In the end they got 4.3%, a mere 20,000 votes above the barrier.

Vänsterpartiet conducted a very strong election campaign and ended up with 7.9% of the votes, gaining 2.2% compared to the previous elections. Perhaps even more positive is a huge influx of new members, making the party reach 25,000 members for the first time in its history. An astonishing 428 new members joined on a single day, according to the Party secretary Aron Etler. The party also performed very well in the three major cities.

Swedish politics have been a strange affair for the last four years. Despite a strong right-wing majority in parliament the country has had a Social-democratic and Green government. The reason for this was that the traditional right has managed, or as some may say, been forced, to keep the doors closed to the nationalists of the Swedish Democrats party, refusing to cooperate with them at all. This went to the point where they would even rather lose votes in Parliament than accept support from the far right. This very remarkable and positive policy might however now be at end, since at least two of the four parties of the traditional right have declared themselves willing to open a dialogue with the far right.

The results show a new situation in Swedish politics, where we can begin to determine three political blocs instead of the traditional two. To the right a neoconservative block with the traditional conservatives, the Christian Democrats and the far right, in the middle the two liberal parties and to the left Vänsterpartiet, the social democrats and the Greens. Which road the country now takes depends on whether the two liberal parties are willing to stay in their alliance with the right, despite influence from the far right, or whether this is a deal breaker for them and they decide to give their support to the left instead. If they do there is a good chance of a new social democratic government, but unfortunately, with less influence for the left, despite the good election result.

Construire un avenir résilient au Luxembourg

Notre pays comme le reste du monde est à la croisée des chemins, il nous apparaît pertinent d'enfin faire le bilan de

décennies d'un libéralisme dogmatique qui met en péril – à court terme – notre économie et plus globalement nos modes de vie.

Le club de Rome, les rapports Meadows, l'appel des 1500 scientifiques, sont autant de rappels à notre devoir de prendre en compte, en tant que société, les limites physiques de notre environnement. Il nous appartient de cultiver notre résilience, c'est-à-dire notre capacité à résister et à nous adapter à des chocs externes (changement climatique, hausse du prix de l'énergie, appauvrissement des sols, crises économiques et migratoires).

Nous nous félicitons du fait que notre pays comptera parmi ceux qui vont respecter leurs engagements Kyoto pour 2020, mais cela n'est pas suffisant. Le Luxembourg aura montré qu'il a la capacité de diminuer ses émissions de gaz à effet de serre. Il est à présent temps de nous préparer au monde de demain. Les énergies renouvelables, l'agriculture biologique, l'écomobilité ou le tourisme éco-responsable sont autant de sources d'emplois qualifiés et de valeur ajoutée où nous nous devons d'être pionniers.

Pour cela, il nous faut rompre radicalement avec les anciennes façons de penser. Le court-termisme ne doit plus être notre horizon. Il est temps d'inventer l'avenir, pour donner à nos contemporains l'envie de s'y projeter et ainsi couper l'herbe sous le pied des mouvements populistes qui autour de nous se réjouissent de notre immobilisme.

En tant que parti progressiste, en lien avec les acteurs de la société civile, nous nous proposons de porter avec vous un projet de société qui soit visionnaire, durable, écoresponsable, fondé sur une justice sociale non négociable, et une vision de notre avenir désengorgée d'un pessimisme qui n'est ni approprié ni constructif.

Il y va de notre responsabilité historique d'être au rendez vous en tant que nation. En synergie avec nos partenaires européens, nous nous devons de mutualiser nos efforts pour défendre nos biens communs (l'eau, l'air, l'alimentation, le vivant) ainsi que nos démocraties.

Pour cela nous nous devons d'agir à tous les échelons (local, national, international) par le biais d'aides publiques et d'une fiscalité incitative, mais aussi de politiques agricoles et industrielles renouvelées et relocalisées qui prennent en compte nos écosystèmes.

C'est aujourd'hui que nous devons nous préparer et anticiper notamment nos besoins en termes de formation et d'éducation des jeunes et des adultes aux métiers correspondant à la bifurcation écologique indispensable que nous appelons de nos vœux. C'est aujourd'hui aussi que nous devons rétablir un réseau efficace de services publics de proximité. C'est aujourd'hui enfin que l'on se doit d'amener ces questions sur la place publique et dans le débat politique, pour que l'inaction et le fatalisme soient enfin surmontés.

Macron/Bettel. L'Europe En Marche met les pieds au Luxembourg.

« Dans d'autres pays vous seriez déjà en prison depuis 10 minutes ». Matthieu est encore ébahi par cette remarque alors qu'il relate son intervention à la consultation citoyenne Macron/Bettel à Luxembourg le 6 septembre dernier. « J'aurais peut-être dû leur rappeler que c'était une consultation

citoyenne et qu'une consultation sans opposition c'est un meeting du parti » souffle-t-il à la fin de son histoire.

C'est une formule choc, mais la question mérite d'être posée. Quelle était la nature de l'évènement qui se déroulait ce jour-là sur la place de l'Europe ? Meeting du futur mouvement « l'Europe En Marche » ou consultation citoyenne ? Avant même l'entrée des deux protagonistes dans une salle pleine à craquer, la question projetée sur un écran géant en fond de salle invitait à une réflexion à plusieurs niveaux : A quoi ressemble ton Europe ?

A quoi pouvait bien ressembler l'Europe ce jour-là à part à celle qu'Emmanuel Macron et Xavier Bettel défendent puisqu'il n'y avait qu'eux deux dans la salle pour répondre aux questions des citoyen.ne.s ? Devant l'entrée déi Lénk, Déi Gréng, le mouvement écologique ou Greenpeace s'étaient rassemblés pour confronter les positions, mais les deux intervenants du soir ont prudemment évité de rentrer par la grande porte, privant la petite centaine de militant.e.s d'un échange.

A l'intérieur la situation fut bien pire. Dès leur entrée les deux hommes furent accueillis par une clameur aussi tonitruante que ravie. La mise en scène était simple, deux pupitres, des citoyens et des citoyennes entourant les rôles principaux de tous côtés, et des membres de l'opposition assis en contrebas, condamnés à être simple spectateur de ce qui allait suivre. En l'absence de toute autre couleur politique que la leur sous les projecteurs, les deux complices ont pu se livrer à un jeu de question/réponse sous les applaudissements enchantés d'un public quasi-unanimement acquis à leur cause, les clins d'œil, plaisanteries et tapes sur l'épaule achevant de donner à cette consultation citoyenne les airs d'un meeting de campagne dans un swing-state américain.

Les questions, même les plus compliquées, recevaient une

réponse bienveillante, les deux acteurs se repassant les interventions selon le rapport qu'ils entretenaient au sujet abordé. Une lycéenne lança la machine. Le président français en fait-il assez pour contrer le changement climatique ? Ce dernier répondit avec un sourire charmeur sur la fermeture des centrales thermiques en France, qu'importe que la plus grosse source d'émission de gaz à effet de serre du pays en question soit les transports et que l'on condamne le rail. L'Europe allait-elle enfin avoir un vrai programme spatial ? Ce sujet capital fut traité avec une plaisanterie par le ministre luxembourgeois, qu'importe si privatiser un espace de ressources quasi infini peut mener à des inégalités impossibles à imaginer. Qu'importe car le public n'avait le droit que de poser des questions, offrant au duo d'orateurs toute la latitude pour proposer leurs solutions sans crainte d'être contesté. « Je vous aime Monsieur Macron » lança une femme et le public aux anges renchérisait par de nouvelles salves d'applaudissements, allant même parfois jusqu'à se mettre debout.

Jusqu'au grain de sable.

Ce grain de sable s'appelait Matthieu, militant du Printemps Européen, qui, au milieu de la neutralité idéologique du débat, osa employer les gros mots de « capitalisme sauvage » et « Europe des marchés » pour définir le projet politique des deux hommes d'Etat. La modératrice ne s'y est pas trompée, puisqu'elle lui coupa la parole pour le presser d'accélérer. La salle ne s'y trompa pas non plus, les deux stars étaient contestées de front ce qui était inacceptable. Elle entreprit donc d'accabler ce seul représentant d'une autre Europe de sifflets, huées et plaisanteries.

Aucune autre opposition politique ne se manifesta jusqu'à la fin. Des demandes, des exigences parfois apparurent, mais la seule voix qui s'était élevée pour défendre une Europe qui se soucierait plus de la lutte contre le changement climatique

que de la lutte contre les déficits avait été réduite au silence. La salle put reprendre son ronronnement tranquille d'acclamations et personne d'autre n'eut à subir ses foudres jusqu'au terme de la « consultation citoyenne ».

Quelle conclusion en tirer ? Quelle consultation y avait-il pour les citoyen.ne.s dans la salle quand seuls les représentants du pouvoir étaient là pour leur répondre ? Qu'avait-elle de citoyenne cette consultation, quand seules les deux personnes sur scène avaient le droit de développer une réflexion nuancée ? N'est-il pas légitime de se poser des questions sur la nature réelle de ces événements ?

A ceux qui en doutaient, la campagne européenne a bel et bien déjà démarré. Sous le prétexte de consultations citoyennes, Emmanuel Macron s'offre des meetings dans toute l'Europe pour tisser le récit de son futur mouvement comme unique alternative aux nationalistes. Que l'on ne se méprenne pas, lui et les membres de son futur mouvement sont tout à fait en droit de vouloir faire campagne de manière ambitieuse. Mais que l'on ne se méprenne pas non plus, les citoyen.ne.s sont aussi en droit de savoir ce que sont réellement ces événements afin d'y prendre part, ou non, en toute connaissance de cause.

La salle comble ce jeudi 6 septembre pourrait nous laisser croire que tout est déjà perdu pour une Europe citoyenne, soucieuse de progrès écologique et social. Mais rien n'est plus faux, car sur le parvis de la philharmonie une foule bariolée avait la tête sans doute pleine de ces idéaux-là. Rien n'est plus faux car à l'intérieur de la salle, au milieu de la galaxie Macron-Betteliene une étoile a brillé d'une couleur différente de toutes celles qui l'entouraient. Rien n'est plus faux car le même jour en Italie, Yanis Varoufakis faisait salle comble aussi, apportant sans le savoir un soutien à distance à ce militant solitaire, qui, à la Philharmonie de Luxembourg, au milieu des sifflets et de

l'hostilité, s'est dressé contre le discours hégémonique du capitalisme. L'espoir revient.

Solidaires contre le fascisme !

Tous ceux qui pensent que fascistes et antifascistes, c'est bonnet blanc et blanc bonnet, feraient mieux d'ouvrir un livre d'histoire.

Alors que des nazis défilent, bras tendu, dans une ville allemande et lancent une véritable chasse aux réfugiés, alors que la police semble débordée par les événements, alors que la plus grande partie de la classe politique allemande et européenne est aphone, il faut être particulièrement irresponsable pour mettre fascistes et antifascistes dans le même panier, comme le font le quotidien BILD et le FDP berlinois dans leur tweet *Antifaschisten sind auch Faschisten*. Il s'agit là non seulement d'une manœuvre politique pernicieuse visant à légitimer des idées droitières, mais également d'un véritable affront à l'égard de toutes les victimes de la violence d'extrême-droite et de tous ceux qui tentent de s'opposer à cette violence. Que tous ceux qui pensent que fascistes et antifascistes, c'est la même rouvrent leurs livres d'histoire où, mieux encore, aillent visiter le Musée de la Résistance ou un camp de concentration ! Le fait même que des organes de presse et des partis politiques établis cherchent à discréditer les mouvements antifascistes est, au-delà de la perfidie, le signe d'un échec moral patent. Et que ni les gouvernements, ni la société civile ne réagissent face à cet amalgame honteux est une preuve supplémentaire que les classes dirigeantes actuelles sont

impuissantes face à la dérive droite que l'on constate actuellement partout en Europe. Et cette impuissance ne fait qu'accentuer l'apathie cynique dans laquelle sombrent de larges parties de la population. Un changement politique radical s'impose dès lors !

Ce phénomène n'épargne pas le Luxembourg. Ainsi, Tom Weidig, président de « Wee 2050 » et candidat sur les listes de l'ADR aux élections d'octobre, a relativisé les crimes nazis sur internet, pris la défense d'un négationniste et jugé valable l'utilisation du terme de « race » en parlant du genre humain. Et lorsque le blogueur Maxime Weber a révélé l'affaire, « Wee 2050 » a cherché à discréditer ce dernier en le traitant de terroriste d'extrême-gauche. Tom Weidig de son côté n'a pas été rayé des listes de l'ADR et, après un bref émoi politico-médiatique, plus personne ne parle de l'affaire. Il est effrayant de constater qu'une telle attitude est de plus en plus tolérée dans notre société.

Les rares à s'opposer clairement au fascisme, partout en Europe sont les Antifa. Il est vrai que le mouvement Antifa est contesté, également par une partie de la gauche. Mais une appréciation globale est difficile, car il n'existe pas de mouvement Antifa homogène, mais il s'agit d'associations très diverses et indépendantes les uns des autres. Et même si, comme moi, on n'approuve pas toujours l'utilisation de la violence par certains de ces groupes, il faut bien avoir présent qui se trouve en face : Des groupes néonazis, bien structurés et disposant de réseaux efficaces qui n'ont aucun scrupule à utiliser la violence, qui la glorifient même, tout comme ils glorifient l'un des plus grands crimes contre l'humanité et qui souhaitent un retour à une barbarie similaire.

En ces temps où le monde politique peine à freiner cette dérive vers la droite extrême de nos sociétés, les Antifa qui risquent leur santé et leur vie (comme Clément Méric dont les

meurtriers sont jugés en ce moment) dans le combat contre le danger nazi ont mérité notre soutien et notre solidarité.

Libre à ceux qui n'approuvent pas leurs méthodes de descendre eux-mêmes dans la rue et de s'opposer à leur façon à la haine fasciste. Mais si on n'en a pas toujours le courage – ce qui est parfaitement compréhensible – il convient au moins de soutenir ceux qui osent.

Siamo tutti antifascisti !

([Link](#) zur lëtzebuergescher Versioun vum Artikel)

Vers la révolution d'octobre

Les effets négatifs de la défaite dans les Journées de juillet furent de courte durée. Certes, dans les jours qui suivaient, quelques secteurs ont tenu les bolcheviks comme responsables de l'échec d'un soulèvement prématuré. Mais les leçons tirées, surtout par les ouvriers les plus politiquement conscients, ont été plus profondes et plus durables.

D'abord, l'idée qu'il suffirait de mettre suffisamment de pression sur les dirigeants mencheviks et SR pour qu'ils rompent avec le Gouvernement provisoire et assument le pouvoir s'est révélée inopérante. Les dirigeants du Soviet avaient refusé le pouvoir qu'on leur offrait, ils avaient refusé de rompre avec la bourgeoisie. Pire encore, ils ont partagé la responsabilité pour l'appel à des troupes loyales au gouvernement et pour la répression qui s'en est suivie. Il subsistait une aspiration à l'unité de la « démocratie révolutionnaire » (1) qui se manifesterait fortement encore à certains moments. Mais pour la masse des ouvriers qui voulait

tout le pouvoir aux soviets, il devenait de plus en plus clair que le seul parti qui allait se battre pour cela était le Parti bolchevik, dont les forces et l'influence recommençaient à croître dès le mois d'août.

Le coup de Kornilov

Un moment clef dans le déroulement du processus révolutionnaire et la montée de l'influence bolchevique était le coup manqué de Kornilov. Lavr Kornilov était un officier tsariste qui, comme beaucoup d'autres, s'était mis au service du Gouvernement provisoire après la révolution de février, sans changer d'idées. Il a été nommé commandant en chef des armées russes en juillet. Farouche partisan du rétablissement de l'ordre, il avait déjà voulu utiliser la force contre les manifestations d'ouvriers et de soldats en avril. Au mois d'août, les idées de Kornilov convenaient parfaitement aux attentes des cercles bourgeois, le Parti Kadet, les patrons et la caste d'officiers, qui voulaient tous un pouvoir fort.

Du 12 au 14 août il s'est déroulé à Moscou une Conférence d'Etat, qui n'avait aucune fonction législative. Appelée à l'initiative de Kerensky, son objectif était de mobiliser les soutiens pour l'action de son gouvernement. La Conférence rassemblait la fine fleur de la haute société russe : les industriels, les banquiers, la caste militaire, le personnel politique bourgeois ; et, dans un rôle subordonné, les représentants des Comités exécutifs des congrès panrusses des ouvriers et soldats et des paysans, ainsi que les syndicats. Les bolcheviks avaient décidé de boycotter l'évènement. Mais ceux de Moscou ont appelé à la grève pour bien accueillir les 2.500 participants. L'appel était tellement réussi que même les serveurs à la Conférence ont cessé le travail : les dignitaires ont dû se servir eux-mêmes.

Kornilov était reçu comme un héros, celui qui allait établir une dictature et sauver la Russie de la pagaille

révolutionnaire. Il était clair que la grande majorité de cette assemblée était prête à soutenir un coup d'état mené par lui. Il était donc sûr d'avoir le soutien des militaires, des milieux d'affaires et des partis de droite. De ce point de vue-là, le rapport de forces lui était très favorable et Kerensky commençait à craindre pour sa propre position. Il est probable que dans la tête de Kornilov, dans sa vision du monde, le soutien des ailes militaire et civile des classes dirigeantes suffisait pour garantir le succès de son entreprise. Il semble ne s'être jamais posé la question de l'attitude et des réactions possibles des ouvriers, des soldats et des marins. Cette erreur se révélera fatale.

Le 27 août Kornilov a ordonné à ses troupes d'avancer sur Petrograd. Auparavant il y avait eu des rapports plus qu'ambigus entre lui et Kerensky. Kornilov a pu penser à un moment, que Kerensky lui laissera faire son coup. Ce dernier n'avait aucun problème avec un gouvernement autoritaire, simplement il préférait qu'il soit à ses ordres et pas à ceux de Kornilov. Il s'est donc retourné au dernier moment. Il a ainsi perdu sur tous les tableaux. Les ouvriers lui reprochaient sa collaboration avec Kornilov, la bourgeoisie sa rupture de dernière minute avec le général.

Le Soviet mobilise contre Kornilov

En recevant les premières informations sur le progrès de Kornilov, le Soviet et les partis qui le composaient commençaient à discuter de leur riposte. Après quelques hésitations, les partis majoritaires continuaient à soutenir Kerensky. Les bolcheviks, tout en déclarant que « le gouvernement provisoire a créé les conditions pour la contre-révolution », laissaient faire. En partie, parce que l'essentiel était de réaliser la plus grande unité des forces démocratiques pour battre Kornilov. Dans ce but le Soviet a créé un Comité de lutte contre la contre-révolution. Mais aussi parce que les bolcheviks étaient eux-mêmes divisés,

comme depuis le début de la révolution. A chaque étape jusqu'à et, comme on verra, au-delà de la prise du pouvoir en octobre, une aile droite dont le représentant le plus actif était Kamenev cherchait à chaque tournant des compromis avec les défensistes (2).

A ce moment, l'essentiel était pourtant ailleurs. La contre-révolution ne sera pas battue par des résolutions du Soviet, ni par Kerensky, mais par la mobilisation des ouvriers et soldats. Et dans cette mobilisation les bolcheviks ont joué un rôle de premier plan. La résistance se déroulait sur plusieurs plans. Militaire, avec le dispositif défensif mis en place autour de Petrograd par les gardes rouges des usines et les soldats de la garnison. Syndicale, avec notamment le rôle central des cheminots, qui empêchaient les trains transportant les troupes de Kornilov d'avancer, y compris en arrachant les rails. Et last but not least, par une agitation politique visant à démobiliser les troupes de Kornilov.

Alors que les soldats étaient bloqués dans leurs trains qui ne bougeaient pas, les agitateurs bolcheviques descendaient pour s'adresser à eux. La démarche était fructueuse. En premier lieu les troupes n'étaient pas enthousiastes pour la relance des offensives militaires, ce qui aurait été un résultat d'une victoire de Kornilov. Ensuite Kornilov ne leur avait pas expliqué que son but était de dissoudre le Soviet, de renverser le gouvernement Kerensky et d'instaurer une dictature militaire. Une composante clef des forces de Kornilov était constituée par l'élite Division sauvage, composée de combattants musulmans, tchéchènes et autres, venant du Caucase du Nord. Ces troupes ont été entourées d'ouvriers venus de Petrograd, mais aussi par une centaine de marins de la flotte de la Baltique, qui avaient précédemment été attachés à la division comme mitrailleurs. Parallèlement, la division a reçu la visite d'une délégation de l'Union des soviets musulmans. Parmi les délégués, le petit-fils du légendaire Shamil, qui avait dirigé la résistance tchéchène

contre les Russes au 19^e siècle, avec le soutien enthousiaste d'un certain Karl Marx. La Division sauvage a fini par hisser un drapeau rouge sur lequel était inscrit « Terre et liberté ». Quand le représentant de l'état-major a protesté, il était mis aux arrêts.

Du fait de l'efficacité de cette agitation politique, qui avait permis de désarticuler les forces de Kornilov, il n'y avait en fait quasiment pas de combats. Le coup contre-révolutionnaire s'est effondré.

Les bolcheviks deviennent majoritaires dans les soviets

La défaite de Kornilov et le rôle joué par les bolcheviks renforçaient davantage la position de ces derniers. Au cours du mois de septembre, ils ont gagné la majorité dans les soviets de Petrograd et Moscou et dans de nombreuses autres villes. Les mencheviks et les SR ont dû constater le départ d'un nombre considérable de leurs militants, qui ont rejoint les bolcheviks. Parallèlement une opposition se développait dans le Parti socialiste-révolutionnaire, et son aile gauche, qui deviendra bientôt un parti séparé, convergeait avec les bolcheviks sur de nombreux points. Pourtant sur la route vers l'insurrection du 25 octobre il y avait encore des obstacles à surmonter. Les plus importants venaient de l'intérieur du Parti bolchevique lui-même. Mais avant d'en arriver là, regardons la situation et les préoccupations de la classe ouvrière de Petrograd.

Dans un processus révolutionnaire qui se déroule sur huit mois, il y a des phases qui se suivent et ne se ressemblent pas. La révolution de février était le produit de manifestations et grèves ouvrières spontanées et du passage des soldats du côté du peuple. Elle n'était dirigée par aucun parti, même si les militants des partis y ont joué un rôle très actif. Pendant une période de deux mois, la masse des

ouvriers et soldats acceptait la situation de double pouvoir entre le Soviet et le Gouvernement provisoire. Tout le monde baignait dans la joie d'avoir renversé le tsarisme.

En juin-juillet le climat était tout autre. Une grande partie des ouvriers et des soldats de Petrograd n'avait déjà plus aucune confiance dans le Gouvernement provisoire et faisait leur le mot d'ordre des bolcheviks « Tout le pouvoir aux soviets ». Cette poussée, qui avait commencé parmi les soldats, débordait tous les partis, y compris et surtout les bolcheviks. La direction du parti essayait de freiner le mouvement, mais beaucoup de ses militants de base et ses structures intermédiaires y participaient.

La Révolution d'octobre

La révolution d'octobre était tout à fait autre chose. On peut dire les choses ainsi : en février, les bolcheviks ont dû courir pour attraper les masses. En juillet, ils ont dû les freiner pour éviter une grave défaite. Dans les deux cas, le parti n'était pas à l'initiative. En octobre il l'était.

Cela ne veut pas dire que l'insurrection d'octobre était l'œuvre des seuls bolcheviks. Parmi les milliers de participants à l'insurrection il y avait les gardes rouges des usines, des marins de la flotte de la Baltique, surtout ceux de Kronstadt, des soldats de la garnison de Petrograd, parmi eux les SR de gauche et une partie des anarchistes. Mais l'insurrection fut dirigée par le Parti bolchevique. En dernier ressort par son Comité central, au niveau opérationnel par le Comité militaire révolutionnaire du Soviet de Petrograd. Le président du CMR était un SR de gauche, mais la plupart de ses membres étaient bolcheviks et son vrai chef était Trotsky.

A la différence de celle de février, la révolution d'octobre n'était pas l'aboutissement d'un déferlement irrésistible des

masses. Elle était la réponse nécessaire à une situation catastrophique. Le titre de la brochure écrite par Lénine en Septembre 1917 est éloquent : « La Catastrophe imminente et les moyens de la conjurer ». Le premier sous-titre de cette brochure était «La Famine menace». Il n'y avait là aucune exagération. A Petrograd, en automne 1917, la famine menaçait vraiment. Et pas seulement la famine, mais un chômage de masse. Le transport ferroviaire était complètement désorganisé et les usines avaient du mal à tourner.

Les patrons en rajoutaient en sabotant la production afin de pouvoir fermer les usines, licencier en masse, déménager leur production dans l'Oural, se débarrasser de la classe ouvrière révolutionnaire de Petrograd. Les ouvriers, avec leurs comités d'usine, se battaient tous les jours pour garder leurs emplois, empêcher la fermeture des usines, nourrir leurs familles. La classe ouvrière de Petrograd était pour le pouvoir des soviets, elle soutenait les bolcheviks. Mais elle était sur la défensive. Dans cette situation, les bolcheviks furent ni débordés ni poussés en avant par la masse. C'était à eux de prendre l'initiative. Et c'est cette question qui dominait les débats dans le parti et surtout dans sa direction. Fallait-il, oui ou non, que le parti prenne l'initiative pour renverser le Gouvernement provisoire et instaurer le pouvoir des soviets ?

Deux courants dans le Parti bolchevique

Revenons un peu en arrière. Suite aux Journées de juillet les bolcheviks ont tenu leur congrès. Lénine, passé dans la clandestinité, était physiquement absent mais politiquement présent. D'autres dirigeants comme Trotsky et Kamenev étaient en prison. Le congrès témoignait, d'une manière plutôt voilée, de l'existence de deux courants dans le parti. Lénine considérait que le mot d'ordre « Tout le pouvoir aux soviets » était dépassé, relevant d'une période où un passage pacifique au pouvoir des soviets était possible, alors que maintenant il

faudrait prendre le pouvoir par la force. Suite au congrès, le mot d'ordre « Tout le pouvoir aux soviets » disparaissait de la presse bolchevique pendant tout le mois d'août, pour revenir après le coup de Kornilov. Il est clair que Lénine se trompait : sans soutenir forcément les dirigeants actuels des soviets, la classe ouvrière gardait confiance dans ces structures d'auto-organisation. D'ailleurs, une grande partie des cadres du parti le comprenait. Mais le vrai débat était centré sur la nécessité de prendre le pouvoir.

Suite à l'épisode Kornilov et la résistance commune avec les mencheviks et les SR, Lénine a brièvement envisagé un retour à la perspective d'un transfert pacifique du pouvoir aux soviets, déboussolant certains de ses camarades les plus proches. Mais le ralliement de ces partis à un nouveau gouvernement Kerensky, un « directoire » responsable devant personne, donc une dictature en herbe, a mis fin à cette idée.

Dès lors, Lénine a mené un combat inlassable dans le parti en faveur d'une insurrection. Devant le refus du CC de publier ses articles, il est revenu à Petrograd sans son autorisation. A partir du début octobre, il a commencé à s'adresser aux instances intermédiaires du parti, tels le Comité de Pétersbourg, le Bureau régional de Moscou et les directions des organisations bolcheviques parmi les marins et les soldats. Il a fini par avoir gain de cause, à travers deux réunions du CC, les 10 et 16 octobre.

Pourquoi a-t-il pu gagner ? Pas simplement parce qu'il jouissait d'une grande autorité dans le parti, bien que cela soit vrai, ni parce qu'il était têtu. Il était profondément convaincu de deux choses. D'abord que la situation matérielle des ouvriers, qui se dégradait, rendait urgente une prise de pouvoir. Ensuite, que si la situation actuelle continuait, il y aurait des mouvements de résistance spontanés et éclatés, permettant à un gouvernement même aussi faible que celui de Kerensky de les réprimer les uns après les autres et imposer

une vraie dictature contre-révolutionnaire. Le point de vue de Lénine trouvait un écho plus important dans les instances intermédiaires du parti et à sa base que dans son comité central. C'est pourquoi à chaque fois qu'il rencontrait une forte opposition au sommet il était prêt à s'appuyer sur les cadres et militants de son parti et l'opinion des ouvriers, soldats et marins les plus combattifs.

Lénine insistait, presque seul, qu'il fallait prendre le pouvoir avant l'ouverture du deuxième congrès des soviets, qui était fixé pour le 25 octobre. Il avait raison: on n'organise pas une insurrection après un débat dans une assemblée de plusieurs centaines de personnes, dont une partie soutenait le gouvernement. En continuant à insister sur le rôle du parti, Lénine n'avait pas tort. Mais il n'a pas compris que l'insurrection n'aurait suffisamment de légitimité si elle était faite au nom d'un parti, même le Parti bolchevique.

Ceux qui étaient sur place et qui partageaient la position de Lénine sur le fond, notamment Trotsky, insistaient qu'il fallait prendre le pouvoir au nom du Soviet de Petrograd. Dans cette perspective, le 9 octobre le Comité militaire révolutionnaire du Soviet – a été établi un jour avant le premier vote du CC bolchevique en faveur de l'insurrection...

L'insurrection et le nouveau pouvoir

Le principe de l'insurrection avait été décidé, mais pas la date. A partir du 21 octobre, le CMR commençait à systématiquement affirmer son autorité sur les unités de la garnison et à mettre la main sur l'essentiel des stocks d'armes et munitions de la ville. Kerensky a compris le danger et s'est résolu à prendre des contre-mesures. Sa première mesure, au matin du 24 octobre, était d'envoyer des troupes à l'imprimerie de la presse bolchevique, qui a été fermée. Peu de temps, après elle a été rouverte par des soldats du régiment Litovsky agissant aux ordres du CMR. C'était en effet le premier pas de l'insurrection. Avec pas mal d'hésitations

et de faux pas, elle s'affirmait dans la journée du 24 et la nuit suivante, en s'emparant des gares, centres de télécommunications, casernes et forteresses, du réseau d'électricité. Les ponts sur le fleuve Neva et les principales artères furent mis sous contrôle du CMR. Quand le congrès des Soviets s'est réuni le 25, le seul verrou qu'il restait à faire sauter était le Palais d'Hiver, où s'était retranché le Gouvernement provisoire. Ce sera fait le soir même et les ministres furent arrêtés – sauf leur chef, Kerensky, qui avait réussi à s'échapper.

Pendant que Trotsky faisait un rapport sur le progrès de l'insurrection, Lénine est entré dans la salle, faisant sa première apparition publique depuis presque quatre mois. Devant un tonnerre d'applaudissements il a fait une brève allocution qui se terminait ; « En Russie nous devons maintenant nous consacrer à la construction d'un Etat socialiste prolétarien. Vive la révolution socialiste mondiale ». Plus tard, il présentera des projets de décrets sur les questions clefs de la paix, la terre, la légalisation du contrôle ouvrier dans les usines, qui furent adoptés par le congrès et constitueront le programme du nouveau pouvoir.

L'insurrection avait été effectuée par les secteurs les plus décidés parmi les ouvriers, soldats et marins. Mais elle a été accueillie avec enthousiasme dans les usines. D'abord, pour le fait que le pouvoir des soviets avait été établi, ensuite pour ses premiers décrets. Sans ce soutien, qui était massif, soit l'insurrection n'aurait pas eu lieu, soit le nouveau pouvoir ne serait pas resté longtemps en place.

Sur 670 délégués au congrès, 300 étaient bolcheviks. Avec l'apport des SR de gauche, qui avaient participé à l'insurrection, ils étaient majoritaires. Et encore plus majoritaire après le départ des mencheviks et des SR, qui ont quitté la salle, en apparence pour protester contre « le coup d'Etat bolchevique », en réalité parce qu'ils étaient

farouchement opposés au pouvoir des soviets.

La gauche menchevique, les mencheviks internationalistes, dirigés par Martov, sont restés un peu plus longtemps, condamnant eux aussi le « coup d'état » et exigeant un gouvernement de toute la démocratie, avant de quitter la salle. Ce gouvernement de « toute la démocratie », devait aller des socialistes les plus à droite aux bolcheviks, de ceux qui soutenaient le Gouvernement provisoire et ceux qui venaient de le renverser, de ceux qui étaient pour la guerre et ceux qui se battaient contre. Un tel attelage semble a priori absurde. Il l'était, pour ceux qui soutenaient le pouvoir des soviets dans une perspective de révolution socialiste. Pour ceux qui pensaient, comme les mencheviks, même de gauche, et de fait la minorité droitière du Parti bolchevik, qu'il fallait une période prolongée de développement capitaliste et de démocratie avant de pouvoir parler de socialisme, il ne l'était pas. Et la confrontation entre ces deux allait dominer la première semaine du nouveau régime. Pour l'instant, le premier gouvernement des soviets (le Conseil des commissaires du peuple) était entièrement bolchevique, les SR de gauche préférant attendre pour voir si un gouvernement plus large était possible.

Le Comité militaire révolutionnaire du Soviet de Petrograd, sous la direction bolchevique, avait mené l'insurrection pour transférer le pouvoir au deuxième congrès des soviets. Il n'y avait en principe aucun problème avec la participation au gouvernement de partis qui reconnaissaient le pouvoir des soviets. Et c'était bien là la ligne de division. Pour la droite de la démocratie révolutionnaire, les mencheviks et les SR, la réponse coulait de source : ils n'allaient pas rompre leur alliance avec la bourgeoisie et leur soutien à Kerensky, ils n'allaient pas reconnaître le pouvoir des soviets. Pour Martov et son courant il y avait un choix à faire. Ils auraient pu pour le moins choisir de rester au congrès comme « opposition loyale ». Plus tard, ils ont fait ce choix. Mais

au moment où l'avenir du pouvoir de soviets était en jeu, ils ont quitté le congrès.

Un gouvernement de « toute la démocratie » ?

Pour comprendre comment la question d'un « gouvernement de toute la démocratie » a pu prendre tellement d'importance, il faut regarder la situation au lendemain de l'insurrection. A Petrograd, l'insurrection avait triomphé et le Gouvernement provisoire avait été renversé. Mais ce qui se passait dans le reste du pays était loin d'être clair. Et ensuite, le danger d'une contre-attaque par les forces loyales à Kerensky subsistait à Petrograd même.

Parmi les bolcheviks donc, même et peut-être surtout au Comité central, la peur de l'isolement et d'une victoire de la contre-révolution était réelle. Dans cette situation, deux choses se passaient en parallèle. D'un côté, des pourparlers pour la formation d'un gouvernement large, de l'autre le combat contre les forces de Kerensky.

Les pourparlers ont eu lieu sous l'égide du Vikzhel, le syndicat des cheminots, lié aux mencheviks, bien que beaucoup de cheminots de base soutinssent les bolcheviks. Parmi les défensistes, on considérait que le gouvernement bolchevique était dans une situation de grande faiblesse et risquait d'être renversé par les forces de Kerensky. Ils ont donc adopté une attitude extrêmement dure, agressive et arrogante. D'abord, il n'était pas question que le gouvernement soit responsable devant le congrès des soviets. Ensuite, il y avait une surreprésentation des mencheviks et SR, directement et par l'intermédiaire d'une représentation du Comité exécutif qui avait été élu par le premier congrès des soviets en juin, de conseils municipaux, coopératives etc. Enfin, la participation des bolcheviks au gouvernement devait être par principe minoritaire et dans aucun cas Lénine ou Trotsky ne devraient en faire partie. C'est dans ce cadre que le comité central

bolchevique a accepté de négocier. Pourquoi ? Pour la plupart d'entre eux, pour gagner du temps, le temps de voir ce qui se passait sur le terrain, ou pour faire la démonstration qu'un tel gouvernement était impossible. Pour Kamenev et ses partisans, parce qu'ils avaient toujours été opposés à l'insurrection, à l'idée d'une révolution socialiste, et qu'ils étaient vraiment prêts à accepter le type de gouvernement qui était proposé.

Le vent tourne

Cet épisode fut pourtant de courte durée. D'abord Lénine et Trotsky, qui n'ont pas participé à cette mascarade de négociations, se sont occupés de la défense de Petrograd. D'abord une révolte des cadets militaires à Petrograd même a dû être maîtrisée. Ensuite des milliers de gardes rouges et de soldats ont réussi à disperser, dans les environs de la ville, une force de cosaques mobilisés par Kerensky, qui d'ailleurs ne voulaient pas vraiment se battre pour lui et abandonnaient vite. Enfin, après une semaine de combats, l'insurrection a triomphé à Moscou et on recevait des nouvelles de la prise de pouvoir par les soviets un peu partout. Cela mettait les négociations dans un autre rapport de forces : en réalité cela les rendait caduques.

Ensuite, quand le contenu des négociations était connu par les ouvriers et soldats, le soutien pour un gouvernement large s'est évaporé. Le gouvernement large qu'avaient voulu beaucoup d'entre eux devrait être un gouvernement responsable devant le congrès des soviets, pas autre chose. Ce n'est pas par hasard que le seul parti qui a ensuite accepté de participer au gouvernement avec les bolcheviks était le Parti SR de gauche, lequel avait aussi participé à l'insurrection et reconnaissait l'autorité du congrès des soviets.

Une semaine après l'insurrection, Lénine avait repris le dessus. L'évolution des rapports de forces sur le terrain

avait coupé l'herbe sous les pieds des partisans d'un gouvernement large, y compris la droite bolchevique. Sommés à cesser leurs actions fractionnelles ou sortir du parti, ils ont choisi de se soumettre, en démissionnant du gouvernement et du CC. Aucune action disciplinaire n'a été prise contre eux et ils ont assez rapidement repris des positions de responsabilité.

Révolution socialiste

La question que Lénine avait commencé à poser dès son retour à Petrograd en avril, celle d'une révolution qui sera socialiste et pas simplement bourgeoise-démocratique, avait trouvé sa réponse dans les faits. Qu'est-ce que cela veut dire ? Simplement que pour répondre aux problèmes concrets de la classe ouvrière, du peuple, de la société russe, il fallait aller au-delà du capitalisme. Lénine l'avait bien expliqué dans « La Catastrophe imminente ». L'étape bourgeoise de la révolution, si on peut même parler ainsi, n'avait été rien d'autre qu'une démonstration étalée sur huit mois de l'incapacité totale de la bourgeoisie russe. Non seulement à remplir les tâches qu'on attribue à une révolution bourgeoise (démocratie, résolution de la question agraire...), mais même à faire tourner l'économie et nourrir la population. Parce que cette bourgeoisie ne pouvait pas rompre avec la classe de propriétaires fonciers et donner la terre aux paysans et il ne pouvait pas sortir de la guerre et commencer à reconstruire le pays à cause de sa subordination aux impérialismes français et britannique.

Il ne s'agissait pas pour les bolcheviks d'avoir l'illusion de pouvoir construire une société socialiste dans la seule Russie. Lénine parlait de « pas vers le socialisme », en comptant sur la victoire de révolutions socialistes dans les pays plus avancés d'Europe, avant tout l'Allemagne, pour venir à l'aide de la Russie. C'est la défaite de toutes les tentatives de révolution en Europe et l'isolement de la Russie

soviétique qui a préparé le terrain pour la dégénérescence de la révolution russe et le stalinisme.

Y avait-il une alternative démocratique à la prise du pouvoir par les soviets? Rien ne permet de l'affirmer. La tendance du Gouvernement provisoire au fil des mois entre février et octobre était vers la dictature, pas la démocratie. Et la bourgeoisie russe était convaincue que seule une dictature pouvait consolider son pouvoir. Le choix dans la Russie de 1917 était soit Kornilov-Kerensky, soit Lénine et les bolcheviks. *Tertium non datur*. Il n'y avait pas de troisième choix.

(1) « La démocratie révolutionnaire » ou simplement « la démocratie » désignait la gauche socialiste dans son ensemble.

(2) Le terme « défensistes » décrivait ceux qui soutenaient la guerre impérialiste, contre les « internationalistes » qui y étaient opposés.

Alexandra Kollontai – révolutionnaire et féministe

En Russie, le 8 mars 1917, Journée internationale des femmes (23 février 1917 selon le calendrier grégorien), des ouvrières du textile déclenchent la révolution russe. Après un hiver de misère insupportable, ouvrières et ménagères défilent dans les rues de Petrograd pour réclamer du pain, le retour de leurs maris partis au front, la paix et... la république. Cela malgré

des consignes du parti bolchévique de ne pas manifester. Un grand nombre d'ouvriers des usines se joignent à la grève et participent à leur cortège. Ce fut « le premier jour de la Révolution » comme le reconnaît Trotski dans son Histoire de la révolution russe. Du textile, la grève s'étend rapidement à tout le prolétariat de Petrograd. Les manifestantEs scandent « du pain », suivi de « paix immédiate », puis « à bas le tsar ». La grève de masse se transforme en insurrection, lorsque la garnison rejoint les insurgés, les soldats se rangent du côté des manifestants et en cinq jours le régime autocratique est balayé.

Les femmes ont donc joué un rôle important dans la chute du régime tsariste et ont également été protagonistes dans les premières années de l'élan révolutionnaire où tout semblait possible. Aujourd'hui, si on parle de révolution russe on y associe surtout des hommes, comme Lénine, Trotski, Kamenev, Kerenski et j'en passe. Rarement, ou entre parenthèses, on mentionne Krupskaja, Inessa Armand et Alexandra Kollontai. Ce fut la dernière qui avait les idées les plus avancées sur la libération des femmes, notamment en ce qui concerne la libération sexuelle.

Kollontai et la révolution de 1905

Alexandra Domontowitsch est née à Saint Petersburg en 1872, fille d'un général russe, elle était mariée à Vladimir Kollontai, dont elle porta le nom, mais s'éloignait de lui comme elle s'intéressait de plus en plus aux idées révolutionnaires. Elle étudiait la psychologie de l'enfance et les théories d'éducation (Froebel). Une expérience clef pour elle fut la grève de 1896 des ouvrières du textile. Elle partit étudier l'économie politique à Zurich et écrivait une « **Histoire du mouvement des femmes ouvrières** »[\[1\]](#) où elle décrit le militantisme des femmes de St. Pétersbourg dans les années 1890. Dans un texte de 1920 « **Pour une histoire du mouvement ouvrier féminin de Russie** »[\[2\]](#) elle reprend ses

idées de l'époque :

« Il convient de noter que les vagues spontanées de grèves qui, dans les années 1870 et au début des années 1880, poussèrent le prolétariat russe à l'action, touchèrent en particulier l'industrie textile, où une force de travail féminin à bon marché était invariablement employée .../... Il n'en était pas moins extraordinaire que la jeune travailleuse, politiquement naïve et ployant désespérément sous le poids de rudes, d'insupportables conditions de travail, méprisée par tous (même par la moitié féminine de la petite-bourgeoisie urbaine dont elle différait par sa ferme fidélité aux vieilles traditions paysannes) soit à l'avant-garde, combattant pour les droits de la classe ouvrière et pour l'émancipation des femmes ».

En 1905, après le dimanche rouge, où des centaines d'ouvriers et d'ouvrières manifestant paisiblement furent massacrés par les forces tsaristes, l'exclusion des femmes des élections des députés ouvriers de la commission Chidlovsky, instaurée par le tsar pour examiner les raisons de ce massacre (sic !), fut la source d'un profond mécontentement entre elles.

« Les députées ouvrières ne sont pas autorisées à siéger à la commission dont vous avez la présidence. Cette décision est injuste. Dans les usines et fabriques de Saint-Pétersbourg, il y a plus de femmes que d'hommes. Le nombre de femmes employées dans les usines textiles augmente chaque année. Les hommes se dirigent vers les usines offrant de meilleurs salaires. La charge de travail des femmes est plus lourde. Les employeurs profitent de notre impuissance et de notre absence de droits. Nous sommes plus mal traitées que les hommes et payées moins qu'eux. Quand cette commission a été annoncée, nos cœurs se sont remplis d'espairs ; enfin, avons-nous pensé, le moment approche où l'ouvrière de Saint-Pétersbourg pourra s'adresser à la Russie entière et, au nom de toutes ses sœurs ouvrières, révéler l'oppression, les

insultes et les humiliations dont nous souffrons et auxquelles les ouvriers hommes ne connaissent rien. Et alors que nous avons déjà choisi nos représentantes, nous avons été informées que seuls des hommes pouvaient être élus députés »

Le droit de vote et les féministes « bourgeoises »

La question du droit de vote pour les femmes demeurait un sujet d'actualité, en Europe comme en Russie, où des organisations de « femmes bourgeoises » collectaient des signatures y compris dans les milieux ouvriers où la pétition fut massivement signée.

Kollontai explique cela par le fait que « les ouvrières commençaient à prendre conscience de leur statut politique inférieur en tant que femme, mais étaient encore incapables de mettre cela en relation avec la lutte générale de leur classe. Elles avaient encore à trouver le chemin qui mènerait à la libération des femmes prolétaires. Elles s'accrochaient encore aux jupons des féministes bourgeoises. Les féministes usaient de tous les moyens possibles pour établir des contacts avec les ouvrières et les gagner à leur cause. Elles essayèrent de recueillir leur soutien et de les organiser au sein d'unions prétendument situées « au-delà des classes », mais qui étaient en fait bourgeoises de part en part. Cependant, un sain instinct de classe et une profonde méfiance à l'égard des « dames » préservèrent les ouvrières du féminisme et empêcha toute relation durable et solide avec les féministes bourgeoises. »

Même si, à l'époque, il est vrai qu'un gouffre séparait les intérêts des femmes de la bourgeoisie de ceux des ouvrières, il n'en reste pas moins qu'il y avait des revendications qui les unissaient, ce que Kollontai n'admettait pas, elle défendait la suprématie absolue des intérêts de classe et se

moquait du « féminisme » bourgeois. L'aspiration à l'« action indépendante » formulée par les féministes bourgeoises était selon elle secondaire. Leurs préoccupations étaient étroites et elles formulaient « des « revendications féminines » exclusivement. Les féministes ne pouvaient pas comprendre la dimension de classe du mouvement embryonnaire des ouvrières. » Elle ne voyait pas que la naissance d'un mouvement féministe même dans les classes bourgeoises était elle-même le fruit d'une époque révolutionnaire, et que les revendications féministes allaient aussi à l'encontre du régime autocratique tsariste. Par ailleurs, elle se souciait que même des sociales-démocrates, des menchéviks et... quelques bolchéviques sympathisaient avec les nouvelles organisations féministes créées après 1906. « À cette époque, la position à présent acceptée par tous – que, dans une société fondée sur les contradictions de classes, il n'y a pas de place pour un mouvement des femmes embrassant sans distinction toutes les femmes – devait être conquise de haute lutte. Le monde des femmes est divisé, comme celui des hommes, en deux camps : l'un est, en termes d'idées, d'objectifs et d'intérêts, proche de la bourgeoisie, l'autre du prolétariat, dont les aspirations à la liberté renferment l'entière solution de la question féminine. Ainsi, les deux groupes, bien qu'ils partagent le slogan général de la « libération des femmes », ont des objectifs différents, des intérêts différents et des méthodes de lutte différentes. »

Entretemps, les revendications sur les droits civiques faisaient tâche d'huile chez les ouvrières qui se les appropriaient tout naturellement.

Lettre à la première Douma en 1906 : « En ce grand moment de lutte pour les droits, nous, les paysannes du village de Nagatkino, saluons les représentants élus qui expriment leurs suspicions à l'égard du gouvernement en réclamant la démission du ministère. Nous espérons que les représentants soutiendront les membres du peuple, leur donneront des terres et la liberté

et ouvriront les portes des prisons pour libérer ceux qui combattent pour la liberté et le bonheur du peuple. Nous espérons que les représentants obtiendront les droits civiques et politiques pour eux-mêmes et pour nous, les femmes russes, qui sommes traitées avec injustice et privées de droits, y compris au sein de nos familles. Souvenez-vous qu'une esclave ne peut être la mère d'un citoyen libre. » (Soixante-quinze femmes de Nagatkino.)

Kollontai est d'avis que « les femmes du prolétariat .../... ne considèrent certainement pas les hommes comme des ennemis ou des oppresseurs. Pour elles, les hommes de la classe ouvrière sont des camarades qui partagent la même triste existence ; ce sont de fidèles combattants dans la lutte pour un avenir meilleur. Les mêmes conditions sociales accablent les femmes et leurs camarades masculins, les mêmes chaînes du capitalisme pèsent sur eux et assombrissent leur vie. Il est vrai que certaines spécificités de la situation présente engendrent un double fardeau pour la femme, et les conditions d'emploi de la main-d'œuvre font que, parfois, la femme est perçue comme l'ennemi plutôt que comme l'ami des hommes. La classe ouvrière comprend néanmoins cette situation. »[\[3\]](#)

A cause de la répression farouche contre les révolutionnaires, Kollontai dut quitter la Russie durant les années 1907-1917. Elle visita l'Allemagne, y participa au Congrès international de l'Internationale socialiste, précédée d'une conférence des femmes socialistes, où justement la question du droit de vote fut vivement débattue. En Autriche, où le droit de vote pour les ouvriers masculins n'était pas encore acquis, les hommes socialistes argumentaient de revendiquer d'abord le droit de vote pour les hommes et puis celui pour les femmes. Clara Zetkin, Kollontai et les autres femmes présentes étaient strictement contre cette attitude. Le militarisme et la guerre étaient les autres sujets principaux de ce congrès. Les divergences en cette manière mèneront plus tard à la destruction de la Deuxième Internationale. [\[4\]](#)

Ces discussions influençaient aussi l'effondrement du mouvement de femmes pour le droit de vote où les courants pour ou contre la guerre, le nationalisme et le militarisme ne rendaient plus une action unitaire possible (p.ex. le mouvement des suffragettes en GB). La vision de Kollontai sur les intérêts divergents de classe dans le mouvement des femmes avait donc une part de vérité. Mais elle ignorait aussi les différents courants des suffragettes, comme le groupe de Sylvia Pankhurst qui ne se limitait pas à la revendication du droit de vote, mais exigeait le salaire égal, luttait contre l'arrestation de femmes comme prostituées, parce qu'elles se promenaient seules, gérait une crèche et une fabrique de jouets.

Pendant ses années d'exile elle séjournait également aux Etats Unis, en Angleterre et devenait l'amie de Rosa Luxemburg et de Karl Liebknecht, les deux révolutionnaires allemands, qui plus tard se prononçaient contre la guerre, en opposition avec la majorité des socialistes allemands.

La révolution

En 1917, Kollontai rentre en Russie après la révolution de février. En avril, elle soutenait les thèses de Lénine sur la prise de pouvoir immédiate par les soviets, la conquête de la majorité pour les bolchéviques dans les soviets et la fin de la guerre etc... Elle devenait la première femme membre du Comité central et après la révolution, Ministre des Affaires sociales et plus tard responsable pour l'éducation. Ses idées pour la libération des femmes en Russie et surtout pendant les premières années révolutionnaires sont indéniables. Dès la prise de pouvoir, les bolchéviques ont introduit des changements majeurs pour la condition des femmes, au travail et dans la vie quotidienne. Assurance-maladie gratuite, création d'un Département pour la protection de la maternité et de l'enfance. En six mois, la dominance de l'Eglise sur le contrôle des mariages fut balayée par l'introduction du

divorce par consentement mutuel, et l'égalité des femmes devant la loi dans tous ses domaines fut établie. Un véritable exploit dans un pays rétrograde soumis à une répression féroce tel qu'était la Russie de l'époque avant la révolution. Des équipements collectifs étaient créés pour permettre aux femmes de se libérer des tâches domestiques ingrates en vue d'une socialisation du travail domestique. Mais les femmes de la campagne opposaient parfois une grande résistance aux tentatives d'en haut pour abolir les divisions sexuelles du travail. Dans les villes, les ouvrières étaient plus enclines à envisager un changement dans les relations familiales et à accepter des cantines et des crèches, étant donné que par les conditions de travail difficiles la famille de toute façon se désagrégeait, mais sans qu'une alternative valable de la vie en commun ne se pointe à l'horizon.

La guerre civile faisait rage, beaucoup de révolutionnaires de la première heure avaient disparu, la Russie était isolée, la famine et la pauvreté s'installaient. Kollontai, dans un élan d'enthousiasme sous-estimait la persévérance des attitudes et de la culture anciennes, à l'extérieur comme à l'intérieur du parti. A cause des changements majeurs dans les premières années de la révolution, elle imaginait déjà la disparition de la famille et du travail domestique. Mais la famille redevint le seul havre de paix et de sécurité après les épreuves terribles vécues par la population.

Ses idées sur le marxisme et la libération sexuelle allaient à l'encontre de la morale réactionnaire de beaucoup de ses camarades du parti, à plus forte raison lorsqu'elle faisait partie de l'opposition. En outre, à une époque où une contraception sûre n'était pas accessible, les conséquences de l'amour libre ne pouvaient mener qu'à des situations de détresse pour les femmes. Ses idées dans ce domaine étaient d'avant-garde et non reprises par les masses de femmes russes.

L'avortement ne fut légalisé qu'en 1920. Il était justifié par

la « survivance de la morale du passé et des conditions économiques difficiles du présent, qui contraignent de nombreuses femmes à recourir à cette intervention », mais c'était un fléau qu'il fallait faire disparaître. La question de la contraception et du contrôle de la fécondité par les femmes n'était pas posée.[\[5\]](#)

Lors de la discussion sur la marche que devait emprunter la révolution, Kollontai faisait partie de l'Opposition ouvrière et se confrontait avec Trotzki e.a. sur la gestion des entreprises par les ouvriers eux-mêmes ou par une instance centrale, l'Etat. Il s'agissait de la question combien d'autonomie donner aux différents groupes sans mettre en question la révolution elle-même. Lorsque l'Opposition ouvrière fut qualifiée de fraction, ses idées opprimées et que progressivement les purges staliniennes annihilèrent physiquement toute opposition, les possibilités d'expérimenter des idées nouvelles, de créer une nouvelle culture s'arrêtaient. Kollontai était mutée au Ministère des Affaires Etrangères et partait en mission en Norvège, au Mexique et en Suède. Elle fut épargnée des purges, parce qu'elle cessait de poser des questions dérangeantes. Elle mourut en 1952 à l'âge de 80 ans.

« Ses arguments pour l'organisation spécifique des femmes, son insistance non seulement sur l'émancipation politique mais aussi sur la situation dans la famille et les effets psychologiques de centaines d'années d'oppression sur la conscience des femmes nous concernent encore maintenant. Son importance pour le contrôle d'en bas, son emphase pour comprendre la création d'une culture nouvelle et la reconnaissance d'une relation entre expérience personnelle et conscience politique sont intéressants pour le mouvement révolutionnaire en général. »[\[6\]](#)

Résistance à l'organisation des femmes par les socialistes

Dans les années 1905-1907, la tentative d'organiser les femmes ouvrières dans des organisations indépendantes ne rencontrait pas mal de résistance dans les partis ouvriers. Kollontai était membre du parti menchévik, mais se dirigeait politiquement vers les bolchéviks. *« La direction du parti était absorbée dans des tâches sérieuses et urgentes et, bien qu'elle ait reconnu sur le principe l'utilité de ce type de travail, elle ne fit rien pour aider ou soutenir le travail du groupe. Les camarades de base ne saisissaient souvent pas le sens de ce que nous faisons et identifiaient nos activités à celles du « féminisme abhorré ». Ils ne prodiguaient aucun encouragement et allaient même jusqu'à essayer d'entraver les activités du groupe. »* Kollontai essaye de trouver une excuse à cette attitude sans comprendre entièrement qu'avec ses attaques des féministes « bourgeoises », elle avait livré elle-même l'argument contre l'organisation indépendante des femmes ouvrières : *« Une telle attitude était fondée sur la peur, aisément compréhensible, que les ouvrières puissent quitter le mouvement de classe auquel elles appartenaient et tomber dans le piège du féminisme. »* (sic !)

Néanmoins, les activistes (féministes dirait-on aujourd'hui) socialistes continuaient leur travail d'organisation chez les ouvrières et des clubs foisonnaient partout. Ainsi, en 1908, au Congrès panrusse de femmes, convoqué par les organisations de femmes bourgeoises, 45 femmes des 700 participantes furent des socialistes et 30 d'entre elles furent des ouvrières d'usine.

Reconnaissance du droit d'organisation des femmes jusqu'à sa négation

Le principe d'organisation spécifique des femmes au sein du parti fut graduellement acquis, mais la discussion fut cantonnée à l'organisation à l'intérieur du parti. On n'envisageait pas la possibilité d'un mouvement à l'extérieur du parti, considéré automatiquement comme bourgeois.

Cependant, des organisations de femmes social-démocrates avaient existé dans les pays scandinaves dans les années 20, jusqu'à ce que le mouvement communiste international leur ordonne de fusionner avec les organisations du parti. [7]

En Russie, après la révolution, en 1918, au Congrès des ouvrières et paysannes on relevait un réseau national d'organisations de femmes, les « départements » qui recevaient de plus en plus de pouvoir d'initiative. Les Genotdel, comme on les appelait étaient représentées à toutes les instances du parti, elles avaient leurs locaux, éditaient des journaux et défendaient les intérêts des femmes dans le parti, dans les syndicats et dans les soviets.

Avec l'introduction de la NEP, la réduction draconienne des dépenses publiques et la suspension des crédits pour les équipements collectifs, on s'appuyait sur l'impossibilité momentanée de prendre des mesures pour la libération des femmes pour grignoter les droits des départements de femmes. Peu à peu et surtout avec la contre-révolution stalinienne, les genotdel disparaissaient pour finalement être déclarées « superflues », leur journal « Kommunitska » ne paraissait plus et la libération de la femme fut déclarée acquise !

[1] Non traduit du russe

[2] Les citations en lettres cursives proviennent de ce texte

[3] Souligné par nous

[4] Alexandra Kollontai

Women Workers Struggle for their Rights

Extrait de l'introduction de Sheila Rowbotham (traduit par nos soins)

[5] Femmes et mouvement ouvrier éditions la brèche, article d'Alix Holt p.109-114

[6] Idem Alexandra Kollontai...

[7] Femmes et mouvement ouvrier ... p.126

Une crise politique rampante

Moins de deux semaines après les élections législatives au Royaume-Uni, les choses ne s'arrangent pas pour le gouvernement conservateur. En perdant sa majorité, Theresa May a beaucoup perdu de son autorité. Le gouvernement engage les négociations de sortie de l'Union européenne dans une situation très défavorable. Les divisions dans son propre parti que May avait réussi à colmater depuis le référendum du 23 juin 2016 resurgissent, y compris au sein du gouvernement. Le Parti travailliste rajeuni est à l'offensive et Jeremy Corbyn réussit à faire taire – provisoirement – la majorité de ses propres opposants.

En convoquant des élections, May avait cherché à élargir sa majorité. Un raz-de-marée aurait été le bienvenu, mais une majorité de 50 ou 60 aurait suffi pour affermir son autorité et éviter des votes à risques. En fait, son calcul n'était pas si faux que cela. Elle a augmenté le pourcentage de son parti de 5,5%, arrivant à 42,4%; il faut revenir à 1983, à l'époque de Margaret Thatcher, pour retrouver un tel score. Mais son calcul a été basé aussi sur le fait que le Parti travailliste resterait bien derrière. C'est là où elle s'est trompée – avec, il faut dire, la quasi-totalité des commentateurs politiques. Et il faut bien comprendre pourquoi. Certes, les faiblesses et incohérences de sa campagne ont joué un rôle.

Mais fondamentalement Corbyn a réussi sa percée à cause de son programme socio-économique radical. Tant que le Parti travailliste vivait à moins de 30% dans les sondages les élites ne se souciaient pas trop de son programme, sinon pour s'en moquer. Par ailleurs, ils ont cru à leur propre propagande, qu'on ne pouvait pas se faire élire avec un tel programme. Corbyn a démontré le contraire.

Maintenant les conservateurs sont confrontés à plusieurs dilemmes. May dépend du soutien des dix députés du DUP, parti des protestants fondamentalistes d'Irlande du Nord, ce qui n'est pas encore acquis. Dans une situation moins compliquée, un gouvernement minoritaire avec le soutien d'un petit parti pourrait survivre au moins deux ou trois ans, même peut-être cinq. Mais la situation est compliquée par le Brexit. Il est difficile d'imaginer ce gouvernement naviguer une série de votes d'ici 2019. Dans le Discours de la reine, qui présente les priorités du gouvernement à l'ouverture du nouveau Parlement, il n'y a donc pas moins que huit projets de loi concernant le Brexit. Il faudrait un gouvernement fort, face à l'UE et à l'opposition interne. Comment y arriver ? Dans certains pays la solution pourrait être une grande coalition. Mais chaque pays a sa propre culture politique et le Royaume-Uni ne fait pas de grandes coalitions. La seule et unique exception était en 1940.

Une nouvelle élection? Ce serait plus logique. Le problème, c'est qu'on ne peut pas garantir le résultat. On peut espérer une victoire conservatrice sous un nouveau dirigeant, mais on peut aussi se retrouver avec le statu quo. Et encore pire, une victoire de Corbyn. Ce qui serait inacceptable pour les classes dirigeantes et au lieu d'offrir une solution au Brexit, cela compliquerait le problème. Le *Financial Times* cite un ex-responsable de la campagne pour sortir de l'UE: «Si 38% [en fait, 40%] des électeurs optent vraiment pour Corbyn, [qui est] pro-IRA, antinucléaire, pro nationalisation, alors les électeurs du Royaume-Uni ne sont plus assez muris pour la

démocratie. Nous ferions mieux de rester à l'UE si on va élire Corbyn». Les propos sont extrêmes. Mais le sentiment d'inquiétude à la perspective d'un gouvernement Corbyn est largement partagé dans les cercles dirigeants.

La référence à l'Union européenne est révélatrice. Les divergences entre les partisans du Brexit et les dirigeants de l'UE sont bien réelles. Mais face à la menace d'un vrai gouvernement de gauche la classe politique britannique, pro- et anti Brexit confondus, ferait front commun avec les institutions européennes.

Corbyn a réussi à faire la campagne électorale en parlant peu du Brexit, indiquant simplement qu'il acceptait le verdict du 23 juin et qu'il ferait le meilleur accord possible, donnant juste l'impression qu'il sera moins rigide que May. Mais s'il est confronté à de nouvelles élections, il aura intérêt à être plus clair. Son programme le mettrait sur une course de collision avec les institutions européennes. Il ferait mieux de l'assumer et expliquer comment il voit l'avenir de la Grande-Bretagne après le Brexit, quels rapports avec l'Europe.

Le gouvernement britannique a sa vision du Brexit. Loin du protectionnisme prôné par Trump ou celui, européen, que Macron semble défendre, il veut un Royaume-Uni libre-échangiste et dérèglementé, mieux équipé pour affronter les défis la mondialisation.

Corbyn a intérêt à développer un contre-narratif. Au fait, il le développe largement en ce qui concerne le pays, mais la question de l'Union européenne est moins abordée. Trois jours après les élections, John McDonnell, ministre des Finances dans le cabinet fantôme et bras droit de Corbyn, répondait à des questions concernant l'attitude des travaillistes à l'égard du marché unique. Il a dit qu'il ne voyait pas comment le parti pourrait être favorable à rester dans le marché unique, parce son programme donnait la priorité à l'emploi. Il

ajoutait que son parti respectait le résultat du référendum, ce qui n'était pas compatible avec le maintien dans le marché unique. L'explication est un peu courte. Mais il est parfaitement possible d'expliquer qu'une grande partie du programme travailliste est contradictoire avec les principes des échanges libres et sans entraves, l'opposition aux aides de l'État, etc. Dans un article sur le site du journal Politico, un ancien ministre portugais s'exprime ainsi : «Le débat fondamental n'est plus un combat entre ceux qui s'opposent à ce que la Grande-Bretagne quitte le bloc et ceux qui veulent arracher le sparadrap. La tension réside dans les visions différentes d'où se dirige le pays» (<http://www.politico.eu/article/how-a-socialist-brexit-could-reshape-uk-and-europe/>). C'est une vision un peu optimiste; ce n'est pas encore le débat fondamental pour des millions de gens, mais c'est le débat qu'il faut mener et qui est déjà là en filigrane. Corbyn devrait expliquer comment son programme est contradictoire avec le marché unique et avec son ambition affichée de gouverner «pour le plus grand nombre, pas pour la minorité [des riches]». Cela permettrait aussi de s'adresser aux peuples d'Europe. Ce que le gouvernement britannique est strictement incapable de faire.

L'urgence d'une attitude offensive par Corbyn est soulignée par le fait que 50 de ses propres députés viennent de lancer un appel à rester dans le marché unique. Pour l'instant Corbyn est obligé de vivre avec sa fraction parlementaire. Mais il semble qu'il s'apprête, fort du résultat du 8 juin, à faire du nettoyage dans l'appareil du parti et de renforcer sa position au sein de son Comité exécutif. Il se peut quand même qu'avant qu'il ne puisse le faire, il soit confronté à une élection, si le gouvernement perd des votes sur le Discours de la reine, ou même se trouvait à la tête d'un gouvernement minoritaire.

Le débat sur l'avenir du pays qu'il faut n'a rien à voir avec l'affrontement caricatural entre hard et soft Brexit. «Soft

Brexit» est un mot de code pour un Brexit sans Brexit, mis en avant par ceux qui ne voudraient pas de Brexit, mais n'osent pas aller directement contre le vote populaire. Donc ils proposent un «Brexit» tout en restant dans le marché unique. Pour le gouvernement britannique, dans les négociations qui viennent de débiter il ne s'agit pas de soft ou de hard, mais d'un Brexit plus ou moins favorable aux exportateurs britanniques, au flux des capitaux financiers, etc. Le résultat dépendra du rapport de forces, qui s'est brusquement dégradé depuis le 8 juin.

Depuis le 8 juin au Royaume-Uni on assiste à un barrage médiatico-politique visant à présenter le vote du 8 juin comme un vote contre un hard Brexit. Avec peu de preuves. Rappelons que le Brexit était la préoccupation principale pour 48% des électeurs conservateurs (qui soutenaient May), mais seulement 8% de ceux des travaillistes, qui avaient d'autres soucis. Parler du hard et soft, c'est déformer la réalité et essayer de faire oublier la leçon primaire de la campagne électorale: ce sont les questions sociales et économiques qui ont été mises au centre par la campagne du Parti travailliste.

Malgré les meilleurs efforts des anti-Brexit, les lignes ont remarquablement peu bougé depuis le 8 juin. Depuis son limogeage par May en juillet 2016, George Osborne, numéro deux du gouvernement Cameron et putatif successeur de ce dernier, s'est recyclé comme rédacteur-en-chef du journal de soir de Londres *Evening Standard*, d'où il a mené la vie dure à May pendant la campagne électorale. Mais c'est dans son journal qu'on apprend, le 15 juin, que 70% soutiennent toujours le Brexit (44 % par conviction, 26% parce que le peuple a voté ainsi) et que 52% soutiennent la ligne définie par May en janvier (ni union douanière ni marché unique). En revanche, moins de gens pensent que May est capable de réaliser ses objectifs (37% contre 48% avant les élections). Ce qui est assez logique.

Pour résumer : si les conservateurs continuent à gouverner avec le Parlement actuel, avec ou sans May, ils seront dans une situation de faiblesse, en générale et surtout vis-à-vis de l'UE ; s'ils risquent une élection, le résultat est imprévisible, la porte de sortie n'est pas garantie. On assiste à une crise politique rampante.

Après le 8 juin, on pouvait se demander ce qui pourrait arriver de pire aux conservateurs. La réponse est venue le 14 juin sous la forme de l'incendie d'une tour dans l'ouest de Londres. Les dernières estimations parlent de 79 morts, chiffre qui risque d'augmenter. Il s'agit donc d'une tragédie humaine qui a entraîné la mort de dizaines de personnes, dont de nombreux enfants. Mais cette tragédie jette une lumière crue sur le Royaume-Uni d'aujourd'hui. D'abord, elle a eu lieu dans la commune la plus riche du pays, Kensington and Chelsea. Ensuite, la circonscription qui couvre une grande partie de la commune a pour la première fois été gagnée, de justesse, par une candidate travailliste, qui a centré sa campagne sur les inégalités. Car dans cette commune il y a des gens très riches et des pauvres. Et ce sont les pauvres qui habitaient la tour en question, Grenfell Tower.

Last but not least, l'incendie a mis l'accent sur la dérèglementation et les coupes budgétaires. La tour consiste de logements sociaux qui appartiennent à la commune, mais qui sont gérés, comme la totalité des logements sociaux de la commune, par un organisme dont la gestion et la volonté de réduire les dépenses ont été beaucoup critiqués. Il semble que l'incendie a s'est répandue à une vitesse fulgurante parce les panneaux extérieurs étaient faits d'une matière combustible. Il paraît que cela coûtait moins cher... Plus largement sont en cause non seulement la question de savoir si les règles sécuritaires ont été bien suivies, mais si ces règles elles-mêmes étaient suffisantes. Des poursuites criminelles restent possibles.

La réaction du gouvernement et de la commune (de droite) pour aider les survivants n'a pas été à la hauteur. May en particulier a été critiquée parce qu'elle a été voir la police et les pompiers, mais pas les résidents survivants. Il y a eu de gros problèmes de relogement des survivants; certains se sont fait proposer des logements loin de Londres, d'autres dorment dans leurs voitures ou dans les parcs. Corbyn est intervenu pour rappeler que les logements existent à Londres. Il y a en effet presque 20,000 logements qui sont vides depuis au moins six mois. Les personnes aisées et les sociétés immobilières les achètent comme un investissement. Cela s'appelle le «land banking». Corbyn a expliqué que ces logements pourraient être occupés, expropriés ou sujets à un achat obligatoire («compulsory purchase»). Il a encouragé les gens à occuper de logements vides.

Ni les conditions dans lesquelles vivaient les locataires, ni la question des normes de sécurité, ni la gestion où l'argent prime sur les besoins humains ne sont un hasard. C'est le reflet parfait de la société britannique après 40 ans de néolibéralisme. Dans un discours du 5 janvier 2012, David Cameron déclarait que sa résolution pour la nouvelle année était de «tuer la culture de santé et sécurité une bonne fois pour toutes», car cela représentait «un albatros autour du cou des entreprises britanniques». Pour inverser un vieux slogan de la gauche radicale: «Nos profits valent mieux que vos vies».

Après les élections, le

combat contre Macron

Les élections en France se suivent et ne se ressemblent pas. À la suite d'une longue et passionnante campagne, plus de 36 millions d'électeurs ont voté le 23 avril, en sachant pour qui et pourquoi. Ils étaient 31 millions pour le deuxième tour et on comprend le nombre de votes blancs et nuls et le niveau d'abstention élevée comme un refus politique de choisir entre Macron et Le Pen.

Les législatives qui viennent d'avoir lieu ont été une tout autre affaire. Seuls 22.65 millions ont fait le déplacement pour le premier tour, le 11 juin. Une semaine plus tard, ils étaient un peu plus de 18 millions à voter. Entre les deux tours, le taux d'abstention est passé de 51,3 à 57,36%. Donc moins de 43% des électeurs ont voté au deuxième tour. Du jamais vu, mais cela se comprend. Quand la Constitution a été modifiée pour raccourcir le mandat présidentiel de sept à cinq ans il a aussi été décidé que les législatives suivraient directement les présidentielles. Du coup ces élections ont commencé à se vider de leur sens. Elles étaient là pour confirmer le vote des présidentielles. Cela tendait à faire de l'Assemblée un simple appendice de la Présidence de la République. Face à ce type d'élections, ceux qui voulaient que le président ait une majorité parlementaire votaient pour son parti, ceux qui étaient vraiment motivés à l'en empêcher ont voté autrement. Et de plus en plus nombreux, les gens n'ont pas voté du tout. Le taux d'abstention a augmenté à chaque élection, passant de 32% en 2002 à 57% en 2017.

C'est la première raison, structurelle, qu'il faut prendre en compte pour expliquer le taux d'abstention. Mais il y a une raison spécifique à cette élection, que nous avons citée dans des articles précédents: la victoire d'Emmanuel Macron a des pieds d'argile. Nous l'avons déjà vu au deuxième tour de l'élection présidentielle: ce qui a fait élire Macron, ce sont

ceux qui ne voulaient pas voter pour lui, mais contre Le Pen. Mais dans les élections législatives, le parti de Macron, REM, avec ces alliés centristes du MoDem, ont obtenu 32,3% des voix exprimées, c'est-à-dire moins de 16 % des inscrits. Pour le programme antisocial ambitieux du nouveau président, c'est une base extrêmement faible. Et autant on comprenait ceux qui ont refusé de choisir le 7 mai, autant on ne sait pas ce que pensent ceux qui n'ont pas voté aux législatives. Ils n'ont pas voulu voter pour Macron, ni contre. Pourtant, ils existent. Ils travaillent, ils sont au chômage, ils font des études, ils sont à la retraite. Mais ils existent, ils pensent, ils seront touchés par les mesures du nouveau gouvernement, ils peuvent agir. Et leur apathie apparente peut se transformer en colère. Ce que Jean-Luc Mélenchon a bien compris dans son discours à Marseille le soir du 18 juin.

Le système électoral français est particulièrement cruel à l'égard de minorités, encore pire que celui d'outre-Manche. Le rapport entre le nombre de voix et le nombre de sièges varie énormément. Ainsi avec un peu plus de 7 millions de voix au premier tour, le bloc REM-MoDem a 350 sièges. La France insoumise, avec 2,5 millions de voix, a 17 sièges; le PCF, avec un peu plus de 600,000 voix, 11 sièges; et avec 1,68 million, le PS et ses alliés en ont 44.

Il s'est passé quand même quelque chose entre le premier et deuxième tour. Sur la base du premier tour, les estimations allaient jusqu'à 450 à 475 sièges pour le bloc présidentiel. La gauche radicale n'était pas sûre d'avoir un groupe, même en additionnant les forces de LFI et du PCF. Et le Front national n'était pas sûr de dépasser ses deux sièges dans l'Assemblée sortante. Les résultats du 11 juin ont infirmé ces prévisions. La gauche aussi bien que le Front national ont fait mieux que prévu, le bloc macroniste moins. On peut supposer qu'au deuxième tour il y a des électeurs macronistes qui n'ont pas voté, pensant peut-être que l'affaire était déjà dans le sac. Et que des électeurs FN qui s'étaient abstenus au premier se

sont mobilisés au second. Et qu'à gauche la mobilisation des électeurs et les reports de voix ont été suffisants pour éviter le pire et même en sortir la tête haute.

À l'arrivée le Front national a eu huit élus, avec un triomphe personnel pour Marine Le Pen à Hénin-Beaumont. Cela lui donne un peu de marge de manœuvre et le met dans une meilleure situation pour aborder le débat sur le bilan des présidentielles et surtout celui, inéluctable, sur la stratégie future du FN.

À gauche, LFI avec ses 17 élus était tout de suite capable de former un groupe. Le PCF en a onze. En fait, c'est plus compliqué que simplement LFI ou PCF. Il y a sept élus strictement PCF, plus trois PCF soutenus par LFI, dont Marie-George Buffet. Il y a deux avec la double investiture, Clémentine Autain et François Ruffin. Cinq des nouveaux députés appartenant à d'autres partis ont signé la Charte de LFI: deux PCF, une Ensemble, deux Réunionnais. Enfin, il y a douze députés purement LFI. Le chiffre de 17 avancé pour un groupe LFI à l'Assemblée comprend les trois dernières catégories. Quand le PCF donne un chiffre de onze élus, il compte manifestement sur l'un de ceux qui ont signé la Charte. Il semblait possible et souhaitable qu'il y ait un seul groupe LCI-PCF. Du côté du PCF, on aurait pu penser que la décision serait prise par le Conseil national de ce parti qui aura lieu les 23 et 24 juin. Mais on vient d'annoncer par la voix d'André Chassaigne qu'il n'y aurait pas de groupe commun avec LFI, mais un groupe PCF avec les quatre députés d'outremer qui s'étaient déjà alliés avec lui au dernier Parlement.

Au-delà des questions d'alliances il faut apprécier les succès de LFI et du PCF. LFI a pris les deux sièges du département de l'Ariège, où Mélenchon était arrivé en tête le 23 avril. Il a remporté six des 12 sièges pour le département emblématique de Seine-Saint-Denis, auxquels il faut ajouter celui de Marie-George Buffet. LFI a aussi pris un siège tenu historiquement

pas le PCF en Val-de-Marne et Elsa Faucillon récupère pour le PCF le siège de Gennevilliers-Colombes, perdu en 2012. Dans le Nord il y a deux députés PCF et deux LFI. En Meurthe-et-Moselle Caroline Fiat remporte le seul duel LFI-FN. André Chassaigne du PCF est réélu avec 63% de voix dans le Puy-de-Dôme. Jean-Luc Mélenchon remporte un siège à Marseille avec presque 60% des suffrages. Pour LFI, mouvement qui a été créé en février 2016 ses résultats sont, dans les circonstances difficiles de ces élections, un triomphe. Aux 17 élus il faut ajouter de très bons résultats aux premier et deuxième tours. Au premier tour LFI a distancé le PCF dans la grande majorité de circonscriptions, y compris dans certains de ses anciens bastions. Pour le PCF le résultat est un soulagement par rapport aux prévisions. Le débat sur le bilan des deux campagnes électorales et les perspectives devrait être moins tendu.

Un des axes de campagne d'Emmanuel Macron était la promesse de rompre avec la corruption et les scandales qui ont éclaboussé aussi bien la droite que le PS, de moraliser la vie publique et d'avoir un gouvernement exemplaire à cet égard. Il semble que ce n'est pas si facile. Nous avons déjà parlé du cas de Richard Ferrand, qui va maintenant quitter le gouvernement, apparemment à la demande de Macron, et qui est préconisé pour être président du groupe REM à l'Assemblée. Ensuite, trois représentants du MoDem, dont son chef de file, François Bayrou, vont aussi se retirer du gouvernement; leur parti est accusé d'avoir créé des emplois fictifs. Potentiellement plus grave, le 20 juin la police anticorruption a fait une perquisition au siège du groupe publicitaire Havas, concernant un voyage de Macron à Las Vegas en 2016, quand il était ministre de l'Économie. Aussi impliquée est l'actuelle ministre du Travail, Muriel Pénicaud, qui avait organisé le voyage. Au niveau du groupe parlementaire du REM on commence à voir les conséquences d'avoir fabriqué un instrument politique de toutes pièces. Il y a maintenant plusieurs nouveaux députés qui se révèlent être embrouillés dans des affaires

judiciaires.

Les deux grandes forces traditionnelles, la droite et le PS, ont aussi fait mieux que prévu. Les Républicains (LR) ont 112 sièges, auxquels il faut ajouter 18 pour les centristes de l'UDI. Mais la force d'attraction du macronisme se fait encore sentir. Il y a un nouveau groupe, regroupant l'UDI et une partie de LR, qui serait plus Macron-compatible. Le PS a lui-même 30 sièges plus 14 pour ses alliés divers. Le Bureau national du parti vient de décider que le PS sera dans l'opposition. Reste à voir ce que feront les députés. Le débat sur l'avenir du parti commence et devrait en principe durer jusqu'au prochain congrès, au printemps 2018. Mais les partisans de Benoît Hamon vont se réunir le 1^{er} juillet pour décider s'ils vont rester au PS ou partir pour travailler avec la gauche radicale, notamment LFI. Et d'autres encore seront attirés par Macron.

Pour revenir à la gauche radicale, il ne faut pas se laisser entraîner dans les querelles entre LFI et le PCF. Il semble qu'il y aura maintenant deux groupes. Il y a des raisons à cela. Peut-être cela peut changer à l'avenir. Deux choses semblent essentielles. D'abord, il ne faut pas laisser les arbres des divergences LFI-PCF cacher la forêt. Et la forêt, c'est cette remarquable campagne politique qui, partant de pas grande chose, a su construire un mouvement original, gagner le soutien de 7 millions d'électeurs et qui a raté le deuxième tour de quelques centaines de voix. En cours de route LFI a pu attirer le soutien de forces politiques qui au départ avaient d'autres projets. De cette expérience d'une campagne politique de masse, il faut apprendre. Tout en gardant des rapports fraternels avec d'autres forces politiques et notamment le PCF.

Ensuite, il y aura des batailles à mener contre la politique de Macron, en premier lieu pour résister à son offensive

contre le Code du travail. L'unité la plus importante est celle qu'il faut construire au cours de cette lutte et d'autres encore. Le discours de Mélenchon le 18 juin était tout axé sur les luttes et la résistance, avec l'appel à un «nouveau front populaire politique, social et culturel». Ce qui comprendra forcément le PCF, les autres forces de gauche vives, les syndicats, les associations. Le terrain électoral a donné ce qu'il a pu, et c'était beaucoup. Maintenant il faut faire la suite dans la rue, dans les quartiers, sur les lieux de travail.

Algérie, l'autre 8 mai 1945

Ce jour là, dans toute l'Algérie, des manifestations sont organisées pour fêter la victoire des alliés mais aussi pour rendre hommage aux nombreux soldats algériens engagés dans la guerre en Europe. Marseille et Toulon ont été libérés par des régiments de tirailleurs algériens et plusieurs milliers d'entre eux trouveront la mort en France, en Allemagne ou en Italie.

La revendication nationale ayant pris de l'ampleur en Algérie pendant la guerre, le Parti du peuple Algérien donne aux défilés une forte connotation indépendantiste.

A Sétif, c'est le drapeau algérien qui met le feu aux poudres. Le préfet ayant ordonné aux forces de police de «tirer sur tous ceux qui arborent le drapeau algérien», le commissaire ne se fait pas prier: il fait tirer sur les manifestants. Le premier manifestant tué est un jeune scout, Bouzid Saâl. Pacifiques, les manifestations dégénèrent en émeutes et 102 européens sont tués. La répression de l'armée française intervient brutalement dans toute la région. Manifestants fusillés sommairement par centaines, femmes violées...

L'aviation mitraille et bombarde les villages de montagne. Les navires de la marine bombardent les douars de la montagne kabyle. Et les colons, organisés en milices, participent aux massacres. Le général Tubert, membre de la commission d'enquête chargée de faire la lumière sur ces événements, avance le chiffre d'environ 1000 morts, mais les historiens s'accordent à parler de 20 000 à 30 000 victimes... De par la radicalisation que ces massacres ont engendrés, certains historiens les considèrent comme le véritable début de la guerre d'Algérie. L'écrivain algérien Kateb Yacine, lycéen à Sétif à cette époque l'exprime ainsi: «C'est en 1945 que mon humanitarisme fut confronté pour la première fois au plus atroce des spectacles. J'avais vingt ans. Le choc que je ressentis devant l'impitoyable boucherie qui provoqua la mort de plusieurs milliers de musulmans, je ne l'ai jamais oublié. Là se cimente mon nationalisme.»

Reconnaissance tardive par la France

La France n'a jamais reconnu officiellement les massacres jusqu'en mars 2005, soit plus de 40 ans après l'indépendance, quand l'ambassadeur de France en Algérie, Hubert Colin de Verdière parla des massacres de Sétif comme d'une «tragédie inexcusable». Et c'est François Hollande qui fut le premier chef de l'État à reconnaître les massacres et de déclarer, lors d'une visite à Alger en décembre 2012: «Pendant cent trente-deux ans, l'Algérie a été soumise à un système profondément injuste et brutal. Je reconnais ici les souffrances que la colonisation a infligées au peuple algérien. Parmi ces souffrances, il y a les massacres de Sétif, Guelma et Kherrata.»

Malgré cette reconnaissance symbolique importante vu le contexte, la France reste enfermée dans une logique néo-coloniale vis-à-vis de ses anciennes colonies et la droite et l'extrême droite semble toujours décidée à imposer son Histoire officielle et continuer à vanter le «rôle positif de la présence française outre-mer»...

Pays-Bas : une défaite pour Wilders, mais pas pour la droite

Les élections législatives aux Pays-Bas ont eu lieu le 15 mars, les premières dans une série qui se poursuivra en avril-mai-juin en France et en septembre en Allemagne.

A l'issue du scrutin, pas moins de 13 partis se trouvent représentés au Parlement. C'est dû en partie au mode de scrutin, à la proportionnelle intégrale. Mais aussi à l'affaiblissement de l'adhésion des électeurs aux grands partis traditionnels, ce qui libère des espaces et donne à la vie politique néerlandaise un caractère volatile et imprévisible, loin de la stabilité qui a marqué les décennies après 1945. C'est évidemment la conséquence des années de crise, de l'austérité, des attaques contre l'Etat social, du creusement des inégalités, dont la responsabilité est partagée par les partis de gauche et de droite.

C'est dans ce contexte que nous avons vu la montée de formations de droite «populiste», d'abord celui de Pim Fortuyn, assassiné en 2002, ensuite le PVV de Geert Wilders. Nous utilisons le mot «populiste» parce qu'il fait partie du débat politique, mais il convient de le manier avec prudence. Il rivalise avec «eurosceptique» comme mot qui obscurcit plus qu'il n'éclaire; et il est utilisé par les gouvernants de l'Europe et les médias pour désigner tous ceux, à gauche aussi bien qu'à droite, sortent du cadre de ce qui a été appelé «l'extrême centre» de la politique néolibérale, dont l'adhésion acritique à l'Union européenne fait partie

intégrante.

Le premier enjeu des élections néerlandaises était de savoir qui, du parti de Wilders ou de celui du Premier ministre sortant, Mark Rutte, le VVD, allait sortir vainqueur, c'est-à-dire avec le plus de voix et de sièges (car personne ne pouvait aspirer d'être majoritaire). Pendant un moment les sondages donnaient Wilders vainqueur et ce dernier se précipitait à vendre la peau de l'ours avant de l'avoir tué, en multipliant les déclarations triomphalistes. En fin de compte le VVD a obtenu 33 sièges (sur 150) et le PVV 20. En fait, le parti de Rutte avait perdu par rapport à 2012 un quart de ses voix, 8 sièges et 5% des suffrages. Et le PVV a gagné 5 sièges et 3% des suffrages de plus. Néanmoins l'objectif de Wilders était d'arriver le premier et l'objectif de Rutte (et de tout l'establishment politique) était de l'en empêcher: il s'agit donc d'un sérieux revers pour Wilders.

Les résultats étaient accueillis en Europe avec beaucoup de soulagement, comme l'ont témoigné les déclarations de Merkel, Hollande et Juncker, entre autres. Dans un premier temps les médias n'hésitaient pas à parler d'une grande victoire contre le populisme. Cela n'a duré que moins de 24 heures et puis ils ont commencé à dire que c'était plus compliqué que cela. A juste titre, comme on verra.

Malgré ses pertes, Rutte est donc sorti vainqueur et aura très probablement la tâche de former un nouveau gouvernement. Il a perdu des plumes, mais comme l'a dit le correspondant du Financial Times à La Haye, il a eu «une défaite très réussie». Il en sort en nettement meilleure forme que son partenaire au gouvernement depuis 2012, le PvdA, social-démocrate, dont les résultats ont été franchement catastrophiques. Il est tombé de 24,8% à 5,7% et de 38 sièges à 9. Le VVD a pu limiter les dégâts, car le gros de sa base conservatrice a compris sa politique d'austérité. Ce n'était pas le cas de l'électorat populaire du PvdA, qui a plus souffert de cette politique.

Qui a donc vraiment gagné? A droite et au centre, il y avait le CDA (démocrates-chrétiens) et les libéraux centristes du parti D66. Ils ont tous les deux progressé de 4% et se trouvent avec 19 sièges chacun. L'autre gros gagnant, en fait le plus gros gagnant, est le parti de la Gauche verte, qui est passé de 2,3% en 2012 à 8,9%, arrivant même en tête à Amsterdam. C'est le résultat de la campagne menée par son nouveau dirigeant, Jesse Klaver, qui a fait le choix de s'opposer frontalement à Wilders sur les questions de l'Europe et de l'immigration, et qui a absolument réussi son pari. Depuis mercredi, dans les médias internationaux, on parle systématiquement des «Verts». Or, la Gauche verte est bien verte, elle a une dimension écologique conséquente. Mais elle est aussi de gauche: elle a ses racines dans la convergence d'eurocommunistes, écologistes et autres au début des années 1990, suite à la dissolution du Parti communiste. Elle est restée pendant des années assez marginale, avant de renaître au cours de cette campagne. Le Parti socialiste (SP), gauche radicale, est resté stable, avec 9,2% et 14 sièges, un de moins qu'en 2012.

Défaite du «populisme»?

Revenons à la «défaite du populisme». Le cœur du discours de Wilders est dirigé contre les immigrés. C'est avant tout un discours islamophobe, les deux grandes communautés immigrées aux Pays-Bas étant turque et marocaine: il parle de fermer les mosquées et d'interdire l'entrée au pays aux Musulmans, en utilisant des termes comme «racaille marocaine». Il prône aussi la sortie de l'Union Européenne, mais cela fait partie aujourd'hui du débat mainstream aux Pays-Bas. Mais la xénophobie et le racisme ne se limitent pas au parti de Wilders. Il y a un déplacement à droite du discours sur l'immigration (entre autres sujets). En grande partie sous la pression de Wilders, certains de ses thèmes sont repris, en des termes plus modérés, par certains partis de droite. C'est

notamment le cas du VVD et du CDA, qui ont tous les deux droitisé leur discours. Ainsi, Rutte appelle les immigrés à «se comporter normalement ou de partir» et il a salué sa victoire mercredi soir en déclarant que les électeurs avaient rejeté «le mauvais genre du populisme», le sien étant sans doute le bon. Quant au CDA, il prône l'interdiction de la double nationalité. Le discours de ces partis est plus policé, mais le contenu se rapproche de celui de Wilders. En plus, il y a un nouveau venu au Parlement, avec deux sièges: son nom anodin, Forum pour la démocratie, ne devrait pas tromper. Il s'agit d'un parti d'extrême droite dont le but avéré est de défendre essentiellement la même politique que Wilders, mais sans les excès de langage de ce dernier. Son dirigeant, Thierry Baudet, a été le principal organisateur de la campagne victorieuse pour le non dans le référendum sur l'Accord d'Association: une campagne qui n'avait pas grand-chose à voir avec l'Ukraine, mais dont l'objectif était d'infliger une défaite à la politique européenne du gouvernement.

La formation d'un nouveau gouvernement sera sans doute longue et laborieuse. Les deux partenaires les plus évidents du VVD sont le CDA et D66. Mais avec ces trois partis on arrive seulement à 71 sièges. A partir de là il faut soit ajouter le soutien de petits partis de droite, soit inclure la Gauche verte, à supposer que ce parti soit d'accord. Cela semble difficile. La participation à un gouvernement dominé par la droite pourrait mal se terminer pour la Gauche verte; et sa présence pourrait aussi, du point de vue de Rutte, affaiblir la cohésion du gouvernement.

A la fin de la dernière législature, le 23 février, le CDA avait déposé la proposition de lancer une enquête, sous la direction du Conseil d'Etat, pour savoir si les Pays-Bas devaient garder ou abandonner l'euro et dans le deuxième cas, comment le faire. La proposition a été approuvée à l'unanimité. Il faut espérer que cela conduira à un grand débat public, quelque chose qui est trop rare dans l'Union

européenne. On entend dire que le résultat des élections a été une victoire des partis «pro-Européens». C'est à nuancer. Deux partis se profilent comme vraiment Européanistes: il s'agit de D66 et de la Gauche verte. Quant au VVD et au CDA, on pourrait les caractériser comme «Euro-pragmatistes»: ils sont pour l'Union européenne tant que cela profite aux entreprises néerlandaises sans coûter trop cher, mais ils pourraient changer d'avis: et ils ne sont certainement pas fédéralistes. Quant au Parti socialiste, il ne prône pas la sortie de l'Union européenne, mais il tient un discours très critique, y compris sur l'euro.

La situation de la gauche au sens large n'est pas bonne: incluant le PvdA, elle a 37 sièges sur 150. Sans pleurer le sort des sociaux-démocrates, on devrait quand même être conscient qu'il s'agit de construire une nouvelle gauche. La Gauche verte a fait un bond en avant, mais ses bases politiques semblent floues. Le Parti socialiste a certes des faiblesses, mais il a aussi des atouts et une force militante. Il devrait s'interroger sur une campagne où il n'a pas réussi à percer.